



Brest le 08/04/2021

Réserves Opérationnelles au CRNA O : « On y réfléchit »

Alors que les RO sont en place officiellement depuis le 1^{er} janvier, l'administration du CRNA O a le plus grand mal à décliner l'arrêté dans le monde opérationnel. Aux nombreux points soulevés par l'UNSA-ICNA et l'intersyndicale, le service répond par des « on y réfléchit » (au mieux) et « ce n'est pas un refus définitif mais une divergence de point de vue » (au pire). Le dispositif RO porte définitivement très mal son nom !

➤ Procédure de rappel

Les Chefs de Salle du CRNA-O se retrouvent dans une situation plus que tendue en cas de problème en salle (cas contact, malade, problème technique, événement imprévu...) car il est aujourd'hui impossible de rappeler les RO. Aucun téléphone professionnel n'a pour l'instant été commandé et le service ne peut exiger que les ICNA fournissent leur numéro de téléphone personnel. Sans solution réelle de rappel, il a été envisagé un rappel via mail sur Amelia... Totalement inopérant ! L'UNSA-ICNA a également fait valoir le droit à la déconnexion en expliquant au service que l'employeur n'a pas à contacter un agent en dehors de ses horaires de service.

Conclusion, aujourd'hui **aucun ICNA en RO hors site ne peut être rappelé par le CDS ou le service** en cas de problème.

➤ Désignation des RO

En faisant le choix d'équilibrer les RO hors site, le service crée un dangereux déséquilibre. Les agents participants régulièrement à des activités hors salle ne peuvent plus faire que ça. Ainsi un ICNA qui participe au maintien de sa mention d'unité ou à la formation en simulateur, ou aux réunions nécessitant l'expertise des ICNA, prend le risque de ne se voir attribuer aucun jour de travail en salle de contrôle. Il en est de même pour les vacances de contrôle pour les chefs de salle.

Comble de l'absurdité, alors que les RO ne sont censées exister que pour pallier l'incapacité du service à fournir suffisamment de travail aux ICNA, les voilà qui imposent de ne pas travailler hors salle pour espérer avoir une place sur une position de contrôle.

➤ Besoin en vacances

Sur ce point également, les demandes syndicales plus que raisonnables ne sont pas entendues par l'administration. Alors qu'aucun agent en RO ne peut être rappelé, un BV affiné à 8 garantirait au CDS un effectif plus convenable pour gérer notamment des absences imprévues en période pandémique. En effet, en nuit, suite à des cas contacts et des ICNA positifs au COVID, le CRNA Ouest aurait bien pu fermer.



Pour une reprise sereine du trafic, une marge de 2 agents supplémentaires est nécessaire. La volatilité du trafic, le manque d'entraînement sur trafic chargé, la spécificité des vols transatlantiques, les secteurs de sécurité... aucun argument n'arrive à convaincre l'administration qu'il est indispensable de prendre de la marge pour la sécurité. Elle fait le choix de laisser le CDS avec un effectif réduit et sans moyen de rappel s'exposant à des régulations qui ne seraient pas nécessaires. Incompréhensible !

➤ Et pendant ce temps, certaines subdivisions coulent sous la charge de travail

Depuis plus d'un an, l'UNSA-ICNA se bat pour une adéquation entre le dimensionnement des subdivisions du CRNA-O et la charge de travail. Là aussi, l'administration reste sourde aux appels de détresse et semble bien déconnectée de la réalité de terrain. L'UNSA-ICNA a demandé a minima l'ouverture d'un poste de permanent en subdivision Etudes ainsi qu'un renfort en détachement ou expert ops. La mise en place de grands projets et les tâches courantes ne pourront se faire sans une réelle volonté de notre encadrement d'affecter le personnel nécessaire.



En ce qui concerne la subdivision CO/RH, l'UNSA a alerté dès 2020 l'administration sur la surcharge de travail induite par les RO, bien trop importante à porter par 2 agents déjà bien occupés. Le service n'a ni les moyens techniques, ni les moyens humains pour appliquer son dispositif. L'administration laisse la situation se dégrader inexorablement, au risque de provoquer une souffrance au travail. Inacceptable !

➤ Télétravail

Là aussi l'administration est bien à la peine, incapable de fournir les moyens techniques permettant aux agents de télétravailler dans de bonnes conditions, et ce 1 an après le premier confinement. De nombreux agents se retrouvent par conséquent obligés à venir travailler sur site. Comme elle l'a déjà fait en CHSCT et CT, l'UNSA-ICNA réitère la demande qu'un véritable effort soit fait par l'administration sur ce point.

Alors que l'administration cherche à gérer des ICNA à la maison faute de trafic en cette période de crise, le manque de ressources pour gérer les dossiers en subdivision se fait criant. Il est temps de revenir à la raison. Il est temps de mettre en adéquation les ressources avec la charge de travail en subdivision dans la durée. L'administration s'entête à chercher des solutions pour mettre en oeuvre le dispositif totalement inopérant des réserves opérationnelles. Elle a pourtant bien besoin de l'expertise des ICNA. L'UNSA ICNA se battra pour qu'enfin la sérénité puisse revenir en salle comme hors salle.

